



drynet

www.dry-net.org

No. 6

septembre 2009

Des Nouvelles Drynet

Une démarche internationale pour l'avenir des terres arides

Le projet Drynet réunit 14 associations de par le monde qui travaillent ensemble à lutter contre la dégradation des terres.

INFORMATIONS GENERALES

SOMMAIRE

ACTUALITÉS DU MONDE

Des nouvelles de Drynet 1

Une sélection des plantes participative et évolutives 2

Agenda international 3

Extrait d'expérience réussie: un partenariat pour l'agriculture durable 4

ACTUALITES DES REGIONS

Capitalisation des expériences de lutte contre la désertification 5

Valorisation des expériences de luttres contre la désertification 7

Lutte contre la salinisation des rizières dans la communauté rurale d'ENAMPORÉ

Publié par :



ENDA - TM
Programme « Energie, Environnement, Développement »
e-mail : enda.energy@orange.sn /
URL: <http://energie.enda.sn>

Financé par :



Ecosystems Grants Programme
EGP



Traduit en français par
CARI

Drynet Update

Bienvenue à la sixième édition des Nouvelles de Drynet, la newsletter du réseau Drynet qui vous informe sur les enjeux des terres arides à travers le monde, considérés à partir d'une perspective locale. Ce numéro est consacré au sujet de l'agriculture dans les zones arides du monde.

C'est l'un des domaines qui touche le plus les habitants de ces régions subissant les tendances du changement climatique. Les agriculteurs du monde entier sont confrontés à des précipitations instables, des sécheresses ou des crues subites de plus en plus nombreuses, de nouveaux nuisibles et des fluctuations de température, qui rendent leurs cultures et leurs revenus encore plus instables. Alors que les plus gros agriculteurs industrialisés peuvent généralement repousser certains de ces effets, les petits exploitants d'agriculture vivrière peuvent être complètement ruinés par une ou deux années de mauvais rendements. Dans les régions du monde connaissant une grande versatilité de prix telles que les zones arides, les conséquences peuvent être de grande ampleur, pour toute une région, citons par exemple : l'augmentation de la pauvreté entraînant une crise humanitaire, un exode de masse vers les villes ou encore la dégradation et la désertification des terres qui s'ensuivent. Pourtant, de plus en plus de personnes commencent à trouver des moyens

de s'adapter à la difficulté de la situation et aux changements des tendances climatiques. Grâce à une coopération plus étroite au sein des communautés, par l'utilisation de méthodes d'irrigation innovantes ou par l'expérimentation de variations dans la sélection des semences ou des plants, nombre d'habitants des zones arides commencent à créer de nouveaux espaces d'adaptation et de survie. Dans ce numéro, nous souhaitons discuter de la situation de l'agriculture dans les zones arides et présenter certaines des initiatives et alternatives qui y fleurissent.

En ce moment, le groupe Drynet travaille activement à la rédaction de propositions pour la suite à donner au projet actuel qui se terminera en décembre 2009. Par ailleurs, certains partenaires de Drynet travaillent sur les moyens de sensibiliser aux processus participatifs de la COP 9 de Buenos Aires en septembre de cette année.

Par le partenaire Drynet, Both ENDS, aux Pays-Bas - drynet@bothends.org



INFORMATIONS GENERALES

UNE SÉLECTION DES PLANTES PARTICIPATIVE ET ÉVOLUTIVE :

UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR UNE ADAPTATION DES CULTURES À L'AGRONOMIE, AU CLIMAT ET À LA POPULATION.

Le déclin massif et rapide de la biodiversité est dû en partie au succès de la sélection moderne des plantes, notamment dans le blé, le riz et le maïs qui représentent 60% des apports caloriques de l'alimentation humaine. Par conséquent, les variétés de ces cultures les plus largement cultivées sont très proches et uniformes du point de vue génétique. Nos principales sources alimentaires sont donc plus vulnérables qu'auparavant, et de même que les cas connus de la famine de la pomme de terre en Irlande dans le milieu des années 1800 ; de la réduction de la production de maïs en 1970 aux Etats-Unis due à la céphalosporiose ; et plus récemment de la propagation rapide du UG99 de l'Ouganda au Kenya, à l'Ethiopie, au Yémen et à l'Iran ; en contribuant ainsi à la propagation de nouveaux degrés de virulence de pathogènes, l'uniformité génétique met la sécurité alimentaire en danger. De même, l'uniformité génétique a pratiquement les mêmes effets que la réaction aux stress abiotiques comme les températures extrêmes et la sécheresse.

Il est largement reconnu que les variétés traditionnelles (les populations naturelles) ont une meilleure résistance face aux stress de la sécheresse ou autre. Certaines des populations naturelles qui se sont perdues à cause de l'introduction



Femmes entrain de planter en Iran - Photo Mohsen Yosefi

des technologies de la Révolution verte sont disponibles dans des banques de gènes nationales et internationales. Les collections de ces banques sont d'une utilité rare : elles permettent d'éviter de perdre des individus, des espèces et les gènes qu'ils portent pouvant être uniques. D'un autre côté, en "congelant" les graines, c'est aussi l'évolution au moment de la récolte qui est "gelée". Ainsi, de nombreux scientifiques et décideurs plaident pour que, en sus d'une conservation dans les banques de gènes, ex situ, la diversité soit également conservée sur leurs lieux d'origine, soit in situ, où les populations de plantes peuvent continuer d'évoluer. De plus, les variétés à fort rendement introduites pendant la Révolution verte demandent des conditions de culture optimales, ce qui a été rendu possible grâce au recours aux pesticides et engrais chimiques et à l'eau. D'un côté, la création de ce milieu si optimal a endetté les agriculteurs des milieux favorables qui ont dû acheter des intrants onéreux ; a pollué la terre et l'eau ; et a surexploité les sources d'eau déjà rares. De l'autre, les agriculteurs en marge de ces milieux ont été écartés d'une philosophie de la recherche qui ne prend pas en compte leurs besoins particuliers. De même que le climat se réchauffe, d'après les observations, il est indiscutable que les températures de l'air et des

océans augmentent, que la neige et la glace fondent à grande échelle et que le niveau global de la mer monte. Il y a aussi de fortes chances que dans certaines régions la fréquence et l'intensité de la sécheresse, ainsi que la variabilité du climat augmentent.

Pour répondre à ces défis posés par l'uniformité génétique, les changements climatiques et la dépendance vis à vis des entrants chimiques, il est urgent de déployer, sur le terrain, une stratégie dynamique et peu coûteuse qui favorisera rapidement l'adaptation des cultures au changement climatique, et donc atténuera ses répercussions. Une telle stratégie se fonde sur quatre composantes : des ressources génétiques (populations naturelles) adaptées au milieu local, la participation et les connaissances des agriculteurs, l'intégration de la sélection des plantes et de la gestion des cultures (agronomie, gestion du sol, gestion des maladies et des nuisibles) et le respect des droits des agriculteurs. Ces quatre composantes sont utilisées dans un programme multi-pays de sélection évolutive des plantes. Il consiste à mettre des populations à large variabilité génétique entre les mains des agriculteurs et de les laisser évoluer petit à petit et s'adapter aux changements à la fois de climat et de gestion, notamment des conditions biologiques.

INFORMATIONS GENERALES

Actuellement, une population obtenue à partir du mélange d'un même nombre de graines, environ 1600 d'orge F2 pousse dans 5 endroits en Iran, 4 en Jordanie, 4 en Syrie et bientôt 3 en Algérie. Les lieux ont été choisis avec les agriculteurs ayant été touchés par un ou plusieurs stress abiotiques et biotiques qui ont affecté le rendement et la qualité de la récolte. Sur chaque lieu, les populations évolueront grâce à la sélection naturelle et artificielle mise en place par les agriculteurs (grâce aux compétences développées lors de leur participation aux programmes de sélection) et finalement par les producteurs (sélection évolutive-participative des plantes). Ces populations peuvent être utilisées dans le cadre d'un objectif à court terme pour développer des variétés adaptées spécifiquement à différentes régions et aux niveaux de stress abiotiques et biotiques du moment. En parallèle, étant donné que la recombinaison et la sélection naturelle continueront de se produire, de nouveaux gènes et de nouvelles combinaisons de gènes pourront apparaître alors qu'elles ne sont même pas dans les banques de gènes. Donc, ces populations vont peu à peu s'améliorer et mieux s'adapter ; elles pourront être utilisées dans le cadre d'un objectif à long terme pour développer des variétés résistantes aux futurs niveaux des changements climatiques et agronomiques. Au fur et à mesure que les populations évoluent, les agriculteurs vont utiliser une petite partie des graines produites chaque année pour planter et récolter la population en évolution et permettre une adaptation progressive aux stress dominants. Les premières années passées et selon les disponibilités de la plus grande quantité de graines, la population pourra être partagée avec d'autres agriculteurs et évoluer selon de nombreuses combinaisons de gestion agronomique et de conditions climatiques. Les

graines restantes pourront être partagées avec d'autres agriculteurs qui commenceront leurs propres populations évolutives, en ajustant leurs tailles à la terre et aux ressources disponibles, ou bien s'en serviront dans leurs plantations. Dans quelques lieux choisis, nous commencerons à faire des expériences sur l'association du labour léger, et de l'amélioration des rotations et des variétés. L'intégration de la rotation, du labour et de la sélection demande que sur chaque lieu choisi dans le champ d'un agriculteur, une parcelle de terre soit dédiée à ces expériences pour la durée du projet. La démarche expérimentale consistera à commencer le traitement agronomique sur une expérience à 2 ou 3 facteurs. Dans l'expérience à 2 facteurs, la première année, des bandes de terre verront l'alternance soit de deux types de labour soit de deux types de rotation. La deuxième année, les essais participatifs, mais aussi les populations évolutives seront plantés de façon orthogonale, en direction du traitement agronomique, de façon que la moitié de chaque parcelle (=1 variété) sera dédiée à un traitement, et l'autre moitié au second traitement. Ces types d'essais, s'ils sont répétés dans un minimum de 3 lieux nous renseigneront sur le génotype x le traitement agronomique x le nombre d'années x les interactions de lieux. Une approche similaire peut s'utiliser facilement pour adapter les cultures à l'agriculture biologique.

Par Salvatore Ceccarelli, de ICARDA. Présenté par le partenaire de Drynet, CENESTA, en Iran

Agenda International 2009

Du 25 au 28 août 2009

1ère conférence internationale de l'IFOAM sur la sélection animale et végétale biologique : Breeding Diversity, à Santa Fe, dans le Nouveau Mexique, aux Etats-Unis. La conférence vise à encourager le dialogue entre des agriculteurs de la filière commerciale et d'autres de la filière vivrière, des scientifiques et des médecins, des agriculteurs professionnels et des jardiniers/éleveurs amateurs, pour promouvoir un échange vivant d'expériences et de perspectives sur la sélection dans l'agriculture biologique.

Pour plus d'informations : www.ifoam.org

Du 31 août au 4 septembre 2009

Conférence mondiale sur le Climat 3 (CMC-3) à Genève, en Suisse. Conférence organisée par l'Organisation météorologique mondiale. La CMC-3 s'appuiera sur les résultats des première et deuxième Conférences mondiales sur le Climat et s'attachera aux grandes avancées des prévisions et informations climatiques pour voir comment notre société peut en faire usage. La CMC-3 contribuera aux résultats de la 15ème Conférence des Parties (COP) de la Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (UNCCD) qui se tiendra à Copenhague, au Danemark en décembre 2009.

Pour plus d'informations : www.wmo.int/wcc3

Du 7 au 11 septembre 2009

Conférence sur la gestion durable de la terre en zone aride, de la SADC, à Windhoek, en Namibie. Le MET, en collaboration avec le PNUD et d'autres partenaires, organisent une conférence qui servira de forum aux spécialistes. Elle présentera les bonnes pratiques et sera l'occasion d'un partage d'expériences sur la recherche d'une gestion durable et intégrée de la terre. (ISLM en anglais)

Pour plus d'informations : www.sadc.int

INFORMATIONS GÉNÉRALES

EXTRAIT DE L'EXPÉRIENCE RÉUSSIE : UN PARTENARIAT POUR L'AGRICULTURE DURABLE.

UNE APPROCHE MULTI- INSTITUTIONNELLE INTÉGRÉE POUR L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DE L'EAU SUR LES TERRES COMMUNAUTAIRES : LE CAS DE POTSHINI AU KWAZULU-NATAL, EN AFRIQUE DU SUD.

Une communauté rurale densément peuplée, située aux pieds des montagnes Drakensberg, en Afrique du Sud, refuse de se laisser aller à la dégradation et à la pauvreté. La plupart des habitants pratiquent l'agriculture vivrière, notamment du maïs et des haricots pour la consommation de leur foyer. Le bétail paît dans les terres communautaires l'été, quand les cultures poussent. L'hiver, après la récolte, le bétail est autorisé à paître les résidus des récoltes dans les champs. Cependant, des décennies de surpeuplement (hérité des lois discriminatoires de l'apartheid sur le sol) et des mauvaises pratiques d'utilisation du sol conséquentes laissent des traces sur ces champs qui souffrent de l'érosion, de la perte de sol et de l'épuisement des nutriments.

Avec l'aide du Farmer Support Group, le FSG, des agriculteurs, notamment des femmes, développent des systèmes plus

durables et productifs de gestion des ressources naturelles. A travers la recherche-action participative, des visites de terrain, une évaluation et un suivi participatifs par les agriculteurs eux-mêmes, le FSG et environ 60 agriculteurs ont partagé et expérimenté de nouvelles technologies agricoles comme des mesures de conservation de l'eau, avec par exemple des tranchées, des cultures de protection et des jardins suspendu.

Dans les Champs-Ecoles, les agriculteurs et les formateurs ont interagi comme des co-apprenants dans des sessions régulières traitant de sujets particuliers. Les personnes considérées comme expertes sur tel ou tel domaine ont été appelées à s'exprimer sur des sujets précis, quand cela était nécessaire. Les agriculteurs ont été invités à s'approprier quelques idées des visites de terrain pour les mettre en pratique sur leurs champs, même à titre expérimental. Par ailleurs, régulièrement, des journées-champs avaient lieu pour partager des informations sur les innovations en cours d'expérimentation dans le cadre du projet.

Parmi les succès de cette initiative collective, citons la réduction de l'érosion du sol, la réalimentation des nappes phréatiques, l'amélioration de l'accès à l'eau pour l'agriculture, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition alimentaire et de la santé, l'augmentation du rendement et une meilleure capacité de financement des dépenses des foyers. Par exemple, le projet a démontré qu'une technique de labour léger, que le projet a comparé avec le labour traditionnel, augmentait le rendement de maïs de 168% par rapport aux

traitements traditionnels. L'approche participative et collaborative avec laquelle l'initiative a été menée est l'une des principales raisons du succès de ce projet. En s'engageant dans ce projet, les différents acteurs des partenariats multi-parties prenantes ont approfondi leurs connaissances et ce qui leur était utile. Le projet a également facilité leur soutien réciproque pour promouvoir un développement durable à long terme dans la région. Il a permis de comprendre l'étendue des enjeux à traiter pour soutenir les efforts des agriculteurs qui souhaitent améliorer leur situation. Les parties prenantes se sont donc rendu compte du besoin de travail collaboratif, et ont agi en fonction

Comme Poshini est un exemple typique de régions agricoles communautaires non-irriguées de l'Afrique du Sud, les approches et technologies utilisées dans ce projet pourront être appliquées dans nombre de régions du pays et ailleurs, en Afrique sub-saharienne.

Par le partenaire de Drynet, EMG, en Afrique du Sud.

Si vous souhaitez plus d'informations sur cette initiative, consultez le site www.dry-net.org



Agriculteurs expérimentant des nouvelles technologies et méthodes de "Partnership for sustainable Agriculture" - Photo Michael Malinga

Informations régionales

CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES DE LUTTE CONTRE LA DÉSERIFICATION

SYNTHÈSE ILLUSTRATIVES DES EXPÉRIENCES DE LCD ET RECOMMANDATIONS MAJEURES DE L'ATELIER NATIONAL DE LOUGA, SÉNÉGAL.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet DRYNET (avec l'appui financier de l'Union Européenne) et en partenariat avec la FONGS et le FAPAL, le Programme « Energie Environnement Développement » de ENDA a organisé un atelier national de trois (3) jours (2 - 4 mars 2009) sur la thématique de la « capitalisation des expériences de LCD regroupant les différents acteurs de la société civile ». Les locaux de la FAPAL sis à Kelle GUEYE - 11 km de Louga (Sénégal) ont abrité les travaux.

En droite ligne avec la thématique de l'atelier, trois (3) contributions ont été présentées pour corroborer et illustrer certains aspects développés comme la collecte et l'analyse d'informations de terrain, le déroulement d'une démarche de capitalisation et l'application des critères de BP pour évaluer une expérience de terrain, entre autres.

Présentations d'expériences de LCD

Les trois (3) présentations ont tenté d'étayer le processus de capitalisation à travers la documentation d'une expérience réussie,



laquelle a servi de porte d'entrée pour dérouler un exercice pratique d'application des critères de BP dans trois (3) groupes thématiques différents sur fond de « technique du carrousel ». Il s'agissait respectivement de :

- « la récupération des terres envahies par le sel et le sable » dans la vallée de Bougoutoub et de Marougoune (région de Ziguinchor), un projet de cinq ans initié par le Comité d'Action pour le Développement du Fogny (CADEF)
- le projet de la FAPAL démarré en 2004 et portant sur « le renforcement des capacités, la récupération des terres dégradées et la réintroduction des espèces végétales locales en voie de disparition » dans 25 villages des arrondissements de Mbédiène, Sakal et Ndande, Keur Momar Sarr de la région de Louga,
- le pastoralisme à travers l'expérience de gestion d'une unité de transformation du lait à Dahra près de Linguère dans la région de Louga

Restitution et partage des travaux de groupe

Suite aux différentes restitutions et discus-

ions, les constats suivants ont été faits :

- la pertinence de la méthode du « carrousel » aux yeux des participants, son caractère interactif et son intérêt pour l'approfondissement des idées à travers le regard croisé et critique qu'elle offre,
- le système de visualisation sur papier qui permet de mieux percevoir les angles d'attaque et les aspects spécifiques développés d'un groupe à l'autre,
- l'effectivité de points de convergence entre les trois (3) groupes (sur les grands principes de la capitalisation, certains outils de diffusion des connaissances, la corrélation entre public cible et supports d'information, l'implication de l'ensemble des parties prenantes, la résolution des préalables, la mobilisation des ressources...),
- des points de divergence sur la méthodologie de capitalisation à travers des approches :
 - « top down » partant des préalables (institutionnel, organisationnel et financier) à la diffusion, en passant par les contenus,
 - et « bottom up » de l'identification de l'expérience précise à valoriser aux préalables requis pour la capitalisation et la diffusion.

Informations régionales

Recommandations majeures de l'atelier

Les principales recommandations issues de l'atelier de Louga 2009 tournent autour des axes prioritaires suivants :

- la finalisation et la formalisation du partenariat ENDA – FONGS – FAPAL;
- l'opérationnalisation de ce partenariat à travers l'élaboration d'un programme consensuel minimal sur des actions concrètes de capitalisation de l'existant surtout en rapport avec le 17 juin, Journée Mondiale de la LCD;
- la prise en compte effective des intérêts des différentes parties prenantes et leur implication dans le processus du fait de la forte demande de capitalisation à tous les niveaux;
- la nécessité de booster la production d'un guide de capitalisation des bonnes pratiques de LCD à partager et à vulgariser;
- l'identification et l'appui technique aux radios communautaires, de manière à leur permettre de jouer un rôle décisif de levier de diffusion des bonnes pratiques de LCD, de vecteur pour le changement de comportement et la réhabilitation de la conscience environnementale;
- l'accompagnement du projet Drynet surtout dans le processus de capitalisation des bonnes pratiques de LCD par zone écologique spécifique.



Groupes de travail pendant l'atelier de Louga

Informations régionales

VALORISATIONS DES EXPÉRIENCES DE LUTTES CONTRE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

INTÉRÊT ET PERTINENCE CHOIX THÉMATIQUE JOAL-FADIOUTH: PROTECTION/PRÉSERVATION DE LA MANGROVE

C'est en vue de contribuer à un impact plus significatif des interventions autour de la mangrove que l'atelier du 27 mai 2009 a été organisé pour « renforcer les compétences techniques des différents acteurs environnementaux de la localité en capitalisation pour une meilleure valorisation de leurs expériences de lutte contre la dégradation de la mangrove ». Concrètement, l'atelier visait à : (i) familiariser les participants avec les enjeux, concepts clés et approches méthodologiques de la capitalisation des expériences, et à (ii) initier les participants à l'application pratique d'un outil d'enregistrement de données capitalisables.

Diversité du public cible

Les participants à l'atelier, environ une vingtaine, sont essentiellement des représentant(e)s des structures locales actives dans la gestion des ressources naturelles, la mangrove, en particulier.

Une appréciation critique des profils des participants a permis de mettre en exergue le caractère pluridisciplinaire, multi - secteur et institutionnellement représentatif de l'atelier en termes de :

- localisation géographique (Joal, Fadiouth, Fadiol et Nguéniène),
- fonctions et statut (animateur, spécialiste de la faune, enseignante, journalistes, volontaire, élu local, guide éco touristique..),



Ordures aux abords de la Mangrove, Joal Fadiouth, Sénégal.

- cursus académique (maniement du français, facilité de compréhension et d'expression),
- motivation (bénévole et salarié),
- appartenance institutionnelle (public/privé, organisation de femmes, de jeunes, institution partenaire),
- domaine d'intervention dans la problématique de la mangrove (reboisement, assainissement, gestion de la faune, surveillance, management de l'AMP...),
- hiérarchie (responsable/agent, président(e) d'association/membre simple, élu local/citoyen),
- équité genre (homme/femme, jeune/adulte),
- expérience pertinente dans la protection restauration de la mangrove (expérimenté/débutant).

La diversité des profils des participants a permis la constitution de trois (3) groupes de travail pour dérouler l'atelier sur fond de réflexion collective, brainstorming, discussion par petits groupes, partage et synthèse.

Les différents échanges réalisés au cours de l'atelier ont donné les enseignements suivants :

- l'importance et l'enjeu du thème conjugués aux opportunités qu'il offre en termes de capitalisation du savoir local latent dans la préservation - protection de la mangrove,

- la transformation des bonnes pratiques de préservation - protection de la mangrove en contenu utilisable pour animer les formations, publications, campagnes d'information, de sensibilisation et de plaidoyer,
- la nécessité d'une synergie et d'une unité de vue et d'action entre les différents acteurs de la préservation - protection de la mangrove pour plus d'impact et de bénéfices.



Animations culturelles en vue de sensibiliser les populations sur la préservation de la Mangrove, Joal Fadiouth, Sénégal.

Informations régionales

LUTTE CONTRE LA SALINISATION DES RIZIÈRES DANS LA COMMUNAUTE RURALES D'ENAMPORE

CONTEXTE

Enda-Acas intervient dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole des vallées de la communauté rurale d'Enampore (département de Ziguinchor) afin d'arrêter la perte par salinisation des superficies « rizicultivables », d'évacuer les résidus de sel restant dans les rizières, de gérer l'eau et de relancer la production. Il s'agit principalement de la construction de digues antisel et de retenue avec une forte intensité de main-d'œuvre locale, de la formation des partenaires de base et du suivi hydrologique et agricole.

En effet, les populations de cette zone étaient confrontées à une intrusion accélérée du sel dans les rizières à partir des bolongs environnants et sur un espace d'entrée de plusieurs kilomètres par village. Les anciennes méthodes de lutte, notamment la construction de digues de fortune munies d'évacuateurs en troncs de palmiers évidés, avaient montré leurs limites. Ainsi, le sel continue d'envahir les rizières, atteint la palmeraie à certains endroits et, à travers la nappe phréatique, menace les puits des villages.

Enda-Acas avait réalisé quelques actions isolées dans la CR d'Enampore, notamment l'application du biogaz pour l'éclairage et l'alimentation en eau du jardin des femmes du village de Badiatte. A partir de 1993, pour entrer dans une phase d'appui au développement communautaire, Enda-Acas a mis en œuvre un processus de communication et de planification participative. Toutes les composantes de la population ont



Carte Enampore.

été conviées à analyser les contraintes de développement de la zone, à identifier des pistes d'action et à définir les priorités. Ce travail a servi de base à l'élaboration du programme de développement durable d'Enampore dont le projet d'aménagement hydro-agricole est une des composantes. Il a aussi favorisé l'émergence d'organisations locales, notamment les coordinations villageoises de développement durable (CVDD) et, à l'échelle de l'espace communautaire, la coordination inter-villageoise de développement durable (CIVDD).

Cependant, ce processus a été long et lent compte tenu de la situation de conflit dans la région. En effet, il a fallu s'adapter au contexte, notamment à l'alternance des périodes de trouble et d'accalmie. Ainsi il a été parfois nécessaire d'arrêter les rencontres pour plusieurs mois et de reprendre seulement à la demande des populations, lorsque celles-ci jugent leur zone relativement sécurisée. Mais cette lenteur a facilité au niveau des populations la compréhension, l'assimilation et l'appropriation de la démarche, et surtout a favorisé un approfondissement de la réflexion.

ACTIVITES

- FORMATION DES PARTENAIRES
A partir de juillet 1998, avant même

l'obtention du financement les opérations ont démarré par la formation des membres des comités de gestion des aménagements. Cette formation, une session par village, est axée sur l'ouverture et la fermeture du barrage en temps opportun, la surveillance des digues et l'organisation des équipes de réparation en cas de nécessité, l'acquisition des normes techniques d'endiguement.

- TRAVAUX D'ENDIGUEMENT ET DE REALISATION DES OUVRAGES

Le processus de communication avait entraîné au départ une grande euphorie au niveau des populations qui, après les formations des comités de gestion des aménagements, ont engagé à grande vitesse les opérations d'endiguement dépassant largement en quelques mois toutes les prévisions en termes de progression. Du coup s'est posé le problème de sécurisation des digues ainsi réalisées.

En effet, les financements n'étant pas encore assurés, il n'était pas possible de mettre des ouvrages en béton sur les drains principaux afin d'éviter que la pression de l'eau ne casse les digues et n'anéantisse ainsi les efforts consentis par les populations.

Mais, puisque dans une expérience précédente à Kagnobon en 1996 Enda a eu avec les populations, dans une recherche-

Informations régionales

action, à concevoir un ouvrage traditionnel amélioré (OTA) avec des PVC et des sacs de sable ; l'idée est venue d'utiliser cette stratégie pour sortir de cette impasse. Pour ce faire, Enda a formé en réalisation d'OTA les membres des comités de gestion des aménagements des villages concernés. Ainsi, avant l'arrivée des grandes pluies de l'hivernage 1999 tous les comités avaient assimilé la technique et réalisé des OTA sur les drains principaux de leurs digues, ce qui a permis de sauver ces infrastructures de la rupture. Ces ouvrages ont tenu tant bien que mal jusqu'à l'arrivée des financements et leur remplacement progressif par des infrastructures en béton, soit 1 à 3 ans selon le cas.

La mise en œuvre du projet d'aménagement hydro-agricole a été quelque peu perturbée de septembre à décembre 2002 du fait de la restructuration d'Enda-Acas. En effet les activités ont été ralenties durant cette période, ce qui a nécessité une phase de prolongation de 06 mois (octobre 2003 à mars 2004).

RESULTATS ATTEINTS

- ACQUIS HYDROLOGIQUE ET AGRICOLE

Au total 25km de digues ont été élevés par les populations de ces villages de 1998 à mars 2004 protégeant une superficie totale de près de 1200ha.

Les échantillons d'eau et de sol prélevés régulièrement sont analysés au laboratoire de l'ISRA à Djibélor. On a ainsi noté durant la période de 1998 à 2004 une stabilisation du niveau de salinité à certains endroits et une tendance à la baisse dans d'autres. Par ailleurs, les carrés de rendement ont permis de constater une amélioration de la productivité.

Sur un autre plan, les populations constatent une diminution progressive de la salinité avec comme indicateur l'apparition du nénuphar sur les parties récupérées. En outre, elles remarquent une augmentation d'année en année des superficies emblavées et de la production, ainsi qu'une régénérescence de

la palmeraie.

Le projet est arrivé à son terme en mars 2004, néanmoins les populations poursuivent les opérations d'endiguement avec l'appui du PAM et sous la supervision d'Enda-Acas.

ELEMENTS DE DURABILITE

Plusieurs connaissances pratiques et comportements acquis par les populations à travers le processus d'élaboration et d'exécution de ce projet assureront de manière durable le maintien des résultats positifs.

Tout d'abord, le processus de communication et de planification participative, intervenu à un moment de forte tension et de méfiance en Casamance, a favorisé la décrispation et recréé un climat de confiance et de travail. L'organisation communautaire née de cette série de concertations (CIVDD) est régulièrement consultée par le Conseil Rural et les intervenants extérieurs pour des questions de développement.

Ensuite, les formations reçues par les comités de gestion des aménagements leur donnent les capacités de conduire les opérations d'endiguement, de réalisation d'OTA et de maintenance de ces infrastructures, même en l'absence d'intervenants extérieurs. Enfin, la régénération de la palmeraie entraînera une amélioration de la production d'huile de palme et une augmentation des revenus tirés de cette activité.

PARTENARIAT

Avant la mise en œuvre du projet, chaque village a mis en place un comité de gestion des aménagements de 5 membres dont 1 à 2 femmes selon les localités et chargé, en relation avec les techniciens d'Enda-Acas, de conduire les opérations d'endiguement. Ensuite, il a été procédé à la définition et à la répartition des tâches entre partenaires. Ainsi, Enda-Acas a été chargé de la recherche de financement, de la définition des normes de construction des digues et des ouvrages, de la formation des membres du comité de gestion des aménagements, du suivi technique des chantiers, du suivi hydrologique et agricole.

Le Conseil Rural s'est vu confier les tâches de supervision du projet, de règlement

d'éventuels conflits fonciers et de facilitation de l'accès aux carrières. Quant aux populations, en plus de l'élévation des digues avec leurs instruments traditionnels de labour (le Kadiando) complétés par des pelles, pics, dames et brouettes, elles ont accepté de fournir la main-d'œuvre non spécialisée ainsi que les matériaux locaux de construction des ouvrages (sable, gravillon, eau). Le projet a été proposé à un partenaire financier traditionnel d'Enda-Acas, Genève Tiers-Monde (GETM) qui a accepté le financement en 1998 et commencé à débloquer les fonds en septembre 1999. Par la suite, en 2002, le PAM a rejoint ce groupe de partenaires pour apporter un appui aux populations sous la forme de nourriture contre travail, ce qui a permis de relancer les activités d'endiguement.

ENSEIGNEMENTS

La construction de digue est un travail extrêmement difficile occasionnant souvent des découragements et des abandons de la part des populations. Pour maintenir l'ardeur au travail certains intervenants avaient introduit la motivation, autrefois financière, aujourd'hui en nature.

Actuellement, la motivation est bien ancrée dans les esprits, aussi pour faire faire aux populations des travaux d'endiguement de bonne qualité dans des délais raisonnables, il faut prendre en compte cette dimension. Il s'agira donc désormais de renforcer la collaboration avec le PAM dans son volet nourriture contre travail, mais aussi d'intégrer la motivation en nature dans les budgets des prochains projets d'aménagements hydro-agricoles. C'est aussi une manière de renouveler la force de travail dans cette zone où la perte des surfaces rizicoles par salinisation occasionne quelquefois des déficits vivriers.

Pour plus d'informations contacter:

ENDA- ACAS

Email : acas@enda.sn



Programme "Energie, Environnement, et Développement
54, Rue Carnot BP 3370, Dakar - Sénégal
Tél.:(221) 33 822 24 96 / 33 822 59 83
Fax :(221) 33 821 75 95
email: enda.energy@orange.sn
URL: <http://energie.enda.sn>